

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 12e SEANCE

Président : M. DINU (Roumanie)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES
ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,

dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

92-57217

Distr. GENERALE

A/C.5/47/SR.12

25 février 1993

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15h30,

POINT 102 DE L'ORDRE DU JOUR: RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (A/47/5 et Corr.1, vol. I, II et III et Add.1-3, Add.4 et Corr.1, Add.5-7, Add.8 et Corr.1, A/47/315, A/47/460, A/47/500 et A/47/510)

1. M. MICHALSKI (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation se félicite de la réaction de l'Administrateur du PNUD aux observations et rapports des vérificateurs externes des comptes. Il espère que l'Administrateur continuera d'utiliser ces observations comme outil de gestion et attend avec intérêt de recevoir des mises à jour sur les progrès accomplis. D'autres organismes feraient mieux de s'inspirer de l'exemple du PNUD en matière de transparence dans l'examen des politiques et de reconnaissance des mesures nécessaires.

2. A propos du refus persistant de certaines organisations de conclure des accords de base types avec le PNUD, et des observations du CCQAB selon lesquelles le Comité consultatif pour les questions administratives (Questions financières et budgétaires) hésiterait à poursuivre l'examen de cette question tant qu'elle n'a pas fait l'objet d'une recommandation officielle du Groupe de vérificateurs externes des comptes, M. Michalski demande si le Comité doit attendre une décision du Groupe ou si la question pourrait être réglée dans la résolution pertinente de l'Assemblée générale à la session en cours.

3. S'agissant du faible taux de vérification des comptes des projets exécutés par des entités nationales dont fait état le CCQAB, la délégation des Etats-Unis est déçue du peu de progrès réalisés dans ce domaine et espère que les mesures prises pour rationaliser les procédures ne vont pas réduire encore plus ce taux.

4. Les commissaires aux comptes ont relevé qu'un grand nombre d'avances pour frais de voyage n'avaient pas été recouvrées depuis plus d'un an. Il serait intéressant de savoir si le PNUD s'assure bien, avant d'accorder de nouvelles avances à ce titre, que les avances précédentes ont bien été recouvrées.

5. Comme suite à l'affaire, mentionnée dans le rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes du PNUD (A/47/5/Add.1, par. 113), de l'accident survenu à un véhicule du PNUD utilisé à des fins personnelles par l'épouse d'un ancien fonctionnaire des Nations Unies, M. Michalski demande si Le PNUD autorise normalement l'utilisation de véhicules officiels en pareille circonstance. Il souhaiterait avoir des nouvelles du chauffeur et espère que ce dernier ne s'est pas vu demander de payer pour les dégâts occasionnés au véhicule. De manière générale, la délégation des Etats-Unis partage les préoccupations déjà exprimées par d'autres délégations à propos du contrôle des biens au PNUD et dans l'ensemble du système.

6. La délégation des Etats-Unis croit comprendre que le PNUD emploie un certain nombre de fonctionnaires retraités qui ne sont pas ressortissants des Etats-Unis dans le cadre de contrats de services consultatifs, pour des émoluments symboliques, à seule fin d'obtenir des visas G-4 pour ces personnes. Cette pratique contrevient aux règlements sur l'immigration en vigueur aux Etats-Unis. M. Michalski demande au PNUD de fournir la liste de toutes ces personnes.

(M. Michalski, Etats-Unis)

7. La délégation des Etats-Unis souhaiterait des éclaircissements sur le cas, relevé par les commissaires aux comptes, d'un fonctionnaire qui a perçu 80 000 dollars sur plusieurs mois sans rendre un quelconque service au PNUD. Il serait intéressant de savoir si les commissaires aux comptes ont eu connaissance d'autres cas de ce genre.

8. Enfin, en ce qui concerne les six cas de congé spécial à plein traitement, qui se sont traduits jusqu'en avril 1992 par le versement de 720 000 dollars, M. Michalski demande qui a pris la responsabilité d'autoriser ces congés et si l'intéressé sera tenu financièrement responsable.

9. M. KINCHEN (Royaume-Uni), évoquant la question des nouveaux arrangements contractuels du PNUD relatifs au personnel recruté pour de courtes durées, constate que le Comité consultatif mentionne dans son rapport les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1992-1993 (DP/1992/40) et le rapport correspondant du CCQAB (DP/1992/39). La délégation du Royaume-Uni juge important que le rapport fasse référence à tous les documents pertinents présentés au Conseil d'administration ainsi qu'aux comptes rendus des débats dudit Conseil.

10. M. CLAVIJO (Colombie) se félicite des renseignements donnés par le PNUD sur la vérification des comptes des projets exécutés par des entités nationales. L'évolution du PNUD vers une approche axée sur les programmes implique une évolution correspondante de la méthode de vérification des comptes et permettra une plus grande participation des gouvernements. M. Clavijo souhaiterait savoir dans quelle mesure le PNUD a progressé dans l'étude des ajustements nécessités par cette approche axée sur les programmes en ce qui concerne la vérification des comptes des projets exécutés par des entités nationales.

11. Mme SHAM POO (Fonds des Nations Unies pour l'enfance UNICEF), répondant aux questions posées par les délégations, dit qu'à l'instar d'autres organismes, l'UNICEF, dans le cadre des activités relevant de ses programmes, accorde des traitements et d'autres mesures d'incitation à des employés des gouvernements. L'UNICEF est d'accord qu'une politique cohérente s'impose dans ce domaine, l'instance appropriée pour l'examen de cette question étant le Groupe consultatif mixte des politiques. Un groupe de travail a déjà été constitué pour s'attaquer à ce problème, en vue de s'accorder sur une approche commune qui permettra d'accorder au personnel gouvernemental un soutien transparent, équitable et coordonné.

12. Pour ce qui est de la vérification interne des comptes à l'UNICEF, le Directeur général du Fonds a récemment clarifié les objectifs, attributions et responsabilités des vérificateurs internes, et il a rappelé aux bureaux de l'UNICEF qu'ils sont tenus de prendre de véritables mesures correctives comme suite aux recommandations issues des vérifications. L'UNICEF a créé un comité de haut niveau de la vérification interne des comptes chargé d'examiner les rapports de vérification et de suivre les mesures correctives, et le Fonds attache aussi une grande importance aux recommandations des vérificateurs externes. Tous les postes vacants de vérificateur interne des comptes ont été pourvus.

(Mme Sham Poo)

13. En ce qui concerne le contrôle des biens durables, L'UNICEF est désormais en possession d'un état récapitulatif des stocks de biens durables pour tous les bureaux extérieurs sauf un, et il a publié une instruction comptable décrivant les procédures d'enregistrement de l'achat et de la cession de ces biens. A compter de l'exercice biennal en cours, la valeur des biens durables figurera dans une note aux états financiers de l'UNICEF. La dernière version du Système mondial d'appui aux bureaux extérieurs, qui sert à suivre l'état des programmes et des dépenses correspondantes, doit être mise en place à la fin d'octobre.

14. L'UNICEF convient que la responsabilité financière est importante, et le Directeur général a récemment engagé tous les fonctionnaires à soutenir le groupe de travail sur la responsabilité financière établi par le Fonds. Ce groupe est en train d'examiner les contrôles financiers existants, la structure de l'UNICEF et le processus de délégation des pouvoirs, la clarté des pouvoirs et des responsabilités, les procédures systémiques et l'adéquation des règles et règlements financiers. Le but de ce travail est de définir clairement les obligations externes en matière de comptes à rendre et la délégation des pouvoirs financiers au sein de l'organisation. Les cadres supérieurs de l'UNICEF sont tout à fait résolus à améliorer la responsabilité financière. L'approche de l'UNICEF, décentralisée et axée sur les pays, pose des problèmes particuliers sur le plan du contrôle des finances et de la gestion, première des priorités dans l'ensemble de l'organisation.

15. Mme HENKIN (Fonds des Nations Unies pour la population FNUAP) note que la vérification des comptes du FNUAP a été assortie de réserves à la quarante-sixième session, comme aux précédentes, au motif que le Fonds n'a pas fourni des états financiers pour les dépenses des programmes de tous ses agents d'exécution. Cette question préoccupe considérablement le FNUAP, qui a tout fait pour que les agents d'exécution membres du système des Nations Unies présentent dans les délais voulus les certificats et états de dépenses. Toutes les institutions spécialisées ont accédé à la demande du Fonds, à l'exception d'une d'entre elles, qui a demandé un délai supplémentaire jusqu'au milieu de 1992, pour cause de difficultés liées à la modernisation de ses systèmes comptables informatisés. Comme les commissaires aux comptes l'ont noté, le pourcentage de dépenses assorties de pièces justificatives pour la vérification des comptes était de 82% pour la période 1990-1991, ce qui est nettement meilleur que les années précédentes. Si l'institution en question avait pu soumettre les états la concernant, le taux aurait été de 100% pour l'exercice biennal.

16. En ce qui concerne la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/183 et tendant à ce que les agents d'exécution du PNUD concluent avec celui-ci des accords de base type prévoyant l'obligation de justifier dûment l'emploi des fonds du Programme, le FNUAP a proposé au Conseil d'administration une nouvelle réglementation, s'inspirant du règlement financier du PNUD, applicable aux accords entre le FNUAP et les organismes des Nations Unies désignés comme agents d'exécution. Le Conseil d'administration a par la suite approuvé cette nouvelle réglementation du FNUAP.

17 Conformément au paragraphe 17 b) de la résolution 46/183, relatif à la communication d'information par les fonctionnaires, à titre confidentiel, en

(Mme Henkin)

cas de mauvais usage des ressources, le Fonds a écrit à tous ses fonctionnaires à ce sujet, et il continue d'engager instamment ses bureaux extérieurs à organiser régulièrement des opérations de vérification des comptes et à demander des vérifications spéciales et des contrôle de la gestion chaque fois qu'il y a des soupçons d'irrégularité. Il encourage aussi le personnel des bureaux extérieurs à signaler de tels cas au représentant local du FNUAP ou, à titre confidentiel, au siège. Comme recommandé par les commissaires aux comptes, le FNUAP est en train de renforcer le contrôle des biens confiés à ses agents d'exécution et cette question figure dans le texte des accords qu'il conclut avec les organismes des Nations Unies désignés comme agents d'exécution.

18. Les représentants du Canada et de la Suède se sont demandés dans quelle mesure les cadres supérieurs du FNUAP participaient vraiment aux activités de vérification des comptes. Bien des progrès ont été réalisés depuis que les commissaires aux comptes ont soulevé cette question: les rapports des vérificateurs internes et externes sont régulièrement examinés au niveau du Comité exécutif, et les mesures correctives qui s'imposent sont prises sans tarder; Les recommandations du Comité des commissaires aux comptes sont aussi examinées lors des réunions régionales du personnel des bureaux extérieurs et à toutes les réunions d'information des représentants et directeurs de pays; des discussions ont également eu lieu avec la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion, et les plans établis à cette occasion pour les activités de vérification interne du Fonds sont en train d'être appliqués. Ces activités sont encore assurées par le PNUD mais le FNUAP a commencé à recruter des agents pour son nouveau service de vérification interne des comptes.

19. En ce qui concerne les activités des fonds d'affectation spéciale, les contrôles internes sont en train d'être renforcés sur le plan des dépenses afférentes aux projets et du respect des accords applicables. Les excédents de dépenses relevés par les commissaires aux comptes pour deux fonds d'affectation spéciale sont imputables à des retards dans la comptabilisation des recettes.

20. Les commissaires aux comptes ont estimé que les services d'achats pour le compte d'un gouvernement devraient reposer sur une base juridique solide. Le Fonds a consulté la Division des questions juridiques générales sur les mesures à prendre à cet égard. Il signera des accords en bonne et due forme avec les gouvernements concernés et présentera des amendements à son règlement financier à la prochaine session du Conseil d'administration. L'une des dispositions de ce règlement prévoit que ces services d'achats ne seraient fournis que s'ils sont intégralement payés d'avance.

21. Les projections de recettes vont être révisées à la baisse, en tant que mesure de prudence dans la gestion des programmes, et la même circonspection préside à l'établissement des plans de travail dans ce domaine. L'équilibre voulu sera maintenu entre les dépenses administratives et les dépenses relatives aux programmes, le total des dépenses étant maintenu dans les limites des ressources.

(Mme Henkin)

22. Les commissaires aux comptes n'ont pas fait d'observations sur le paragraphe 14 b) de la résolution 46/183, relatif aux directives permettant de faire la distinction entre les différents types de dépenses. Le FNUAP s'est en fait attaqué à ce problème avant qu'il ne soit posé par l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration a approuvé dans sa décision 86/35 un certain nombre de nouvelles directives à ce sujet. Plus récemment, le Fonds a mis en application d'autres directives concrètes touchant, notamment, les frais de voyage. Ces dispositions sont traitées dans le document DP/1991/35 et dans la décision 91/37 du Conseil. La politique à suivre pour déterminer si les coûts d'une publication sont à imputer aux ressources des programmes, à l'appui aux programmes ou au budget des dépenses administratives a été exposée dans le document DP/1991/37 et le Conseil l'a approuvée dans sa décision 91/36. L'Administration estime s'être ainsi conformée à la résolution de l'Assemblée générale.

23. Le FNUAP est conscient que le bon suivi des recommandations du Comité des commissaires aux comptes se traduira par une amélioration de la gestion et de l'utilisation des ressources, et que les cadres du Fonds sont responsables de chaque phase des opérations. Il espère que les inquiétudes des délégations sont ainsi apaisées.

24. M. ROMERO-PEREZ (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés HCR) dit que le rapport du Comité des commissaires aux comptes met en relief un certain nombre d'irrégularités et de carences touchant le contrôle financier et le suivi des programmes qui sont imputables aussi bien au HCR qu'à ses partenaires opérationnels. Le HCR prend ces conclusions très au sérieux et des mesures décisives ont été mises en train pour y répondre. La nature des activités du HCR et de ses partenaires et les conditions dans lesquelles ils doivent opérer font qu'ils sont plus exposés aux irrégularités et à l'inefficacité. Cela dit, le Haut Commissaire a récemment déclaré devant le Comité exécutif que le HCR doit constamment rechercher les moyens d'améliorer la gestion et l'utilisation de ses ressources. Le HCR est déterminé à remédier aux problèmes soulevés, y compris les cas d'irrégularités et de fraude évoqués par le représentant des Etats-Unis.

25. Le HCR est en train d'améliorer les procédures et les moyens de contrôle permettant de déceler les irrégularités, et de susciter une culture de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des ressources. Il s'efforce aussi de renforcer ses compétences en matière de planification et est résolu à faire en sorte que l'amélioration de la responsabilité financière s'accompagne d'une meilleure exécution des programmes. Il a créé deux postes d'inspecteur de gestion chargé de prévenir les irrégularités et a entrepris auprès du Secrétariat de l'ONU des démarches en vue de la création, au sein de la Division de la vérification interne des comptes à Genève, d'un groupe spécial permettant au HCR de bénéficier sur ce plan de la couverture complète qui lui fait défaut pour le moment. Il continue aussi de recruter du personnel financier, technique et administratif de haut rang pour relever le niveau des compétences du HCR, en même temps qu'il continue la formation sur le tas du personnel administratif dont il a grand besoin.

26. M. NIWA (Programme des Nations Unies pour le développement PNUD), répondant aux questions du représentant des Etats-Unis, indique que le PNUD a

(M. Niwa)

signé un accord de base type avec l'Organisation mondiale de la santé et doit en signer un autre avec l'Organisation internationale du Travail à la fin de novembre. Les négociations se poursuivent avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Pour ce qui est des observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 65 de son rapport, le PNUD est lui-même dans l'attente d'une recommandation en bonne et due forme du Groupe de vérificateurs externes des comptes.

27. La couverture des projets exécutés par des entités nationales par les opérations de vérification des comptes s'est toujours située aux alentours de 70%, et la rationalisation des procédures ne nuira pas à la vérification des comptes des nouveaux projets. Depuis décembre 1991, les avances pour frais de voyage sont versées au taux de 80% du montant total; des progrès ont été faits en ce qui concerne le processus d'approbation des avances, et les avances non recouvrées seront défalquées des traitements des fonctionnaires intéressés. M. Niwa ne peut pas donner d'autres détails sur l'accident survenu à un véhicule du PNUD. La question du contrôle des biens a été examinée et des directives révisées paraîtront avant la fin de 1992.

28. Certains fonctionnaires ont effectivement offert leurs services au PNUD en tant que consultants pour des traitements symboliques, mais tous rendent des services très utiles. Leur nombre est très limité, et des détails précis à leur sujet pourront être donnés à la délégation des Etats-Unis. S'agissant du fonctionnaire qui a perçu 80 000 dollars sans offrir aucun service, il faut bien voir que le Programme emploie quelque 8 000 fonctionnaires et experts dans 110 pays. Il arrive forcément qu'à tel ou tel moment un fonctionnaire se trouve dans une situation intérimaire. L'on compte 10 cas de ce type à l'heure actuelle, dont la plupart seront réglés lors de l'imminente opération annuelle d'affectation des fonctionnaires. Une situation intérimaire ne signifie nullement que l'intéressé ne rend aucun service. Au cours des 10 dernières années, il y a eu moins de 10 cas de congé spécial à plein traitement, tous concernant des fonctionnaires très importants et strictement dans l'intérêt du PNUD. Le fonctionnaires qui ont approuvé ces congés spéciaux n'ont commis aucune irrégularité.

29. Les références demandées par le représentant du Royaume-Uni à propos des nouveaux arrangements relatifs aux consultants sont le document DP/1992/40 et la décision 92/37 du Conseil d'administration. Le PNUD pourra fournir au représentant de la Colombie des détails sur les nouvelles procédures relatives à la vérification des ressources allouées aux programmes.

30. M. MICHALSKI (Etats-Unis d'Amérique) dit que le représentant du PNUD semble dire que les six cas de congé spécial à plein traitement ne contreviennent pas au règlement, mais le paragraphe 117 du rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/47/5/Add.1) donne l'impression contraire. Y aurait-il divergence de vues sur ce point entre le Comité et l'Administration du PNUD?

31. Au paragraphe 133 de son rapport, le CCQAB note que le taux d'exécution des programmes de l'UNICEF est passé de 80% en 1990 à 69% en 1991. Comme la trésorerie des programmes est en augmentation, faut-il en déduire qu'il y a de sérieux problèmes de gestion des programmes que ni le Comité des commissaires

(M. Michalski, Etats-Unis)

aux comptes ni le Comité consultatif n'abordent dans leurs rapports.

32. La délégation des Etats-Unis n'est pas convaincue que le PNUD ou tout autre organisme devraient prendre l'habitude de verser des compléments de traitement aux employés des gouvernements travaillant sur des projets des Nations Unies. Elle croit comprendre que le PNUD essaie de mettre au point avec les autres organismes une approche commune de ce problème, mais elle estime que la Cinquième Commission devrait examiner cette question plus avant dans le cadre des consultations officielles. Les commissaires aux comptes devraient aussi se pencher sur cette pratique.

33. Les mesures prises par le PNUD pour accroître la portée des vérifications internes sont encourageantes, mais les déficiences demeurent aussi sérieuses que celles constatées au Secrétariat de l'ONU. La délégation des Etats-Unis espère que le Comité des commissaires aux comptes trouvera ces mesures satisfaisantes. Pour sa part, elle examinera le cas de tous les organismes afin de s'assurer que les contributions versées par les Etats-Unis aux programmes sont utilisées à bon escient.

34. M. KINCHEN (Royaume-Uni) fait remarquer, à propos de la question de la trésorerie des programmes de l'UNICEF, que le Comité consultatif, au paragraphe 124 de son rapport, s'est dit d'accord avec la recommandation des commissaires aux comptes selon laquelle l'UNICEF devrait revoir sa politique en matière de trésorerie. La délégation britannique souhaiterait savoir où en est ce réexamen et si un rapport à ce sujet sera présenté à la prochaine session du Conseil d'administration de l'UNICEF.

35. M. ORR (Canada) demande si le représentant de l'UNICEF peut chiffrer le total des traitements et autres indemnités versés au cours du dernier exercice comptable à des employés gouvernementaux rattachés aux activités des programmes du Fonds.

36. M. SPAANS (Pays-Bas) se réjouit d'entendre qu'à l'avenir, les prévisions de recettes du FNUAP seront révisées dans le sens d'un plus grand réalisme. Il espère que lorsque la prochaine vérification des comptes du FNUAP sera examinée, elle ne sera assortie d'aucune réserve. La délégation néerlandaise se félicite de l'issue positive des consultations entre le Conseil d'administration de l'UNICEF et le Secrétariat de l'ONU et espère que l'amélioration des procédures régissant le budget et les questions de personnel servira à améliorer la gestion d'ensemble.

37. Mme HENKIN (Fonds des Nations Unies pour la population) dit que tout sera fait pour aligner les prévisions de recettes sur les contributions prévues. Elle aussi espère qu'à l'avenir les commissaires aux comptes n'émettront plus de réserves sur les comptes du FNUAP.

38. M. BAUDOT (Contrôleur par intérim), répondant aux questions posées lors du débat, dit qu'un certain nombre de délégations ont exprimé leur préoccupation devant l'excédent de 28 millions de dollars des dépenses par rapports aux crédits alloués. Ce montant représente certes moins de 2% du total du budget mais il n'en est pas moins trop élevé pour être acceptable. Les dépassements de crédits s'expliquent essentiellement par l'inflation, qui

(M. Baudot)

s'est avérée plus élevée que prévu. En outre, certains objets de dépenses n'ont pas été maîtrisés ou contrôlés comme il se doit. Il faut tenir compte aussi des dépenses de personnel supplémentaires contre lesquelles le Secrétariat ne pouvait rien, parce qu'elles résultaient d'augmentations statutaires des traitements approuvées par l'Assemblée générale, et des dépenses occasionnées par le transfert temporaire du personnel en poste en Iraq et en Ethiopie. Sur la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale vient d'allouer 15 millions de dollars et de donner l'autorisation d'engager des dépenses sur le solde de 13 millions de dollars.

39. Au début de 1992, l'Administration s'est trouvée en difficulté parce que des dépenses d'un montant de 12 millions de dollars avaient déjà été engagées à la fin de 1991. Ces engagements de dépenses étaient certes inévitables, mais des instructions strictes ont été données à la fin de 1991 pour bien veiller à ce qu'aucune nouvelle dépense ne soit encourue. Le contrôle et le suivi des objets de dépenses ont posé des difficultés et, bien que des progrès aient été faits, un contrôle plus rigoureux s'impose en ce qui concerne l'autorisation d'engager des dépenses.

40. De nombreuses délégations ont demandé un renforcement de la fonction de vérification interne des comptes et des ressources en personnel qui lui sont attribuées, et posé des questions sur son rôle et son indépendance. La Division de la vérification interne des comptes compte à présent 62 postes, dont deux ajoutés en 1992 et financés par des ressources extra-budgétaires et par le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Ces dernières années, les ressources allouées à la Division ont été augmentées pour lui permettre de faire face à des responsabilités accrues. Si du personnel supplémentaire s'avère nécessaire, il pourra être obtenu par transferts au sein du Département de l'administration et de la gestion. M. Baudot note que la Division de la vérification interne des comptes est un service distinct, qui conserve une indépendance effective dans l'exercice de ses fonctions. S'agissant des mesures efficaces de contrôle préventif évoquées par le représentant du Canada, il faut effectivement qu'un équilibre judicieux soit établi entre les fonctions de vérification proprement dites et les fonctions de conseil que les vérificateurs doivent assurer pour éviter les risques de problèmes. Il faut aussi accorder davantage d'importance au suivi des recommandations issues des vérifications.

41. En ce qui concerne l'administration du personnel, un certain nombre de remarques avaient trait à l'octroi des indemnités et prestations, qui représentent une part importante des dépenses de personnel et doivent être administrées avec le souci de l'équité, tout en s'efforçant d'éviter erreurs et abus. Le problème réside essentiellement dans le fait que l'administration de ce système accapare un personnel nombreux, la seule solution étant la mise en place d'un système entièrement informatisé.

42. A propos du recours aux consultants et experts, le Secrétariat est foncièrement attaché au principe réaffirmé par le Comité consultatif au paragraphe 29 de son rapport (A/47/500), à savoir qu'on ne doit rechercher des compétences de l'extérieur que lorsqu'on ne les trouve pas chez soi. En règle générale, l'autorisation de recruter des consultants passe par le Bureau de la gestion des ressources humaines, et c'est aux différents départements de

(M. Baudot)

confirmer l'achèvement de l'affectation. Les cas concrets de présomption d'abus font actuellement l'objet d'une enquête, comme l'a demandé le Comité consultatif.

43. Sur la question des achats, la règle appliquée est que seuls les marchés d'une valeur de plus de 20 000 dollars font l'objet d'appels d'offres. En 1990-1991, 10 063 commandes ont été passées au total, dont 1 168 d'une valeur supérieure à 20 000 dollars et donc devant faire l'objet d'un appel d'offres. En fait, 50% de ces marchés ont été effectivement attribués par adjudication. Les dérogations admises à la règle des 20 000 dollars sont inscrites dans le règlement financier, à savoir l'achat de médicaments et de fournitures médicales, les cas où un seul fournisseur est disponible et les situations d'urgence en général.

44. En ce qui concerne la gestion des biens, des questions ont été posées à propos de la définition des biens durables et un certain nombre de délégations ont jugé la politique actuelle trop laxiste. Dans la pratique actuelle, est considéré durable tout bien valant au moins 1 500 dollars dont la durée de vie est de cinq ans ou plus. Un inventaire complet a été effectué en décembre 1991 et des mesures sont prises pour transférer la responsabilité des biens durables aux différents départements et bureaux concernés.

45. Passant à la question de la gestion de la trésorerie et de la politique de placement, M. Baudot convient qu'il faut se doter d'une politique officielle en la matière afin de disposer de directives claires régissant les décisions de placement. Répondant aux observations relatives à l'UNITAR formulées par la représentant des Etats-Unis, il note que l'Administration n'a à l'heure actuelle aucun pouvoir de fermer les portes de l'Institut sans une décision claire en ce sens de la part de l'Assemblée générale, qui a décidé de garder la question à l'examen. L'Administration est donc tenue de faire le minimum nécessaire pour conserver l'UNITAR en vie. Un rapport va être soumis à l'Assemblée générale et il contiendra des propositions précises touchant la dette de l'UNITAR à l'égard de l'ONU et la question du maintien en fonctionnement de l'Institut.

46. Un rapport sur la question des normes comptables communes doit paraître prochainement et l'on pourra y voir que tous les organismes concernés sont résolus à se doter de telles normes le plus tôt possible.

47. Hormis le contrôle budgétaire, la plupart des problèmes soulevés exigent non pas une solution techniquement complexe mais l'adoption des processus et attitudes appropriés au sein de l'Organisation. Les innovations technologiques permettront de progresser dans bien des domaines, mais dans d'autres c'est le système d'information qu'il faudra améliorer. Pour assurer le suivi des recommandations que l'Assemblée générale doit formuler dans sa résolution, M. Baudot propose que le Département de l'administration et de la gestion publie un mémorandum énonçant les décisions à prendre pour appliquer les mesures préconisées dans les conclusions de la vérification externe des comptes.

48. M. MICHALSKI (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation, sans douter de l'intégrité et du dévouement du personnel en général, a cependant pris connaissance avec inquiétude du rapport du Comité des commissaires aux comptes

(M. Michalski, Etats-Unis)

(A/47/5, vol. I). Bien de problèmes relevés dans les rapports précédents réapparaissent et les systèmes mis en place pour prévenir les abus ne semblent pas être adéquats.

49. Il ressort du rapport qu'au sein de la Division de la vérification interne des comptes, trois postes sont consacrés aux opérations de maintien de la paix. Etant donné que le montant annuel des dépenses afférentes à ces opérations dépasse les 2 milliards de dollars, la délégation des Etats-Unis souhaiterait savoir pourquoi cet effectif est si réduit. S'agissant de la situation de l'ancien Directeur du Secrétariat de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, M. Michalski demande pourquoi l'arrangement spécial en question a été conclu et si l'intéressé est toujours payé sur le fonds d'affectation spéciale correspondant. La délégation des Etats-Unis renouvelle sa demande d'une liste de tous les fonctionnaires retraités qui sont recrutés dans le cadre de contrats temporaires ou de services consultatifs de courte durée. Elle apprécierait également une liste des fonctionnaires à la retraite engagés comme consultants pour une rémunération symbolique et conservant leur visa G-4.

50. S'agissant de l'UNITAR, la délégation des Etats-Unis voudrait savoir pourquoi le Comité consultatif a autorisé la déblocage d'une somme aussi importante, sans l'approbation de l'Assemblée générale, pour l'acquisition d'un bien. A sa connaissance, aucun débat n'a eu lieu à ce sujet à la Cinquième Commission et aucun document n'a été présenté pour expliquer les tenants et les aboutissants de cette transaction.

51. Les paragraphes 99 à 102 du rapport sur l'ONU traitent du Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan, qui reçoit des contributions en espèces et en nature. M. Michalski demande si le Fonds a tenu compte des conclusions des commissaires aux comptes, en particulier celles relatives à l'absence d'un véritable système de contrôle des stocks. Il en ressort implicitement que la comptabilisation inadéquate des stocks a permis le détournement de contributions en nature.

52. Les paragraphes 172 à 174 du rapport font état de fonctionnaires percevant des traitements supérieurs au niveau du poste qu'ils occupent. M. Michalski souhaiterait savoir si cette pratique n'a été constatée qu'à Genève et si les commissaires aux comptes ont pris de mesures pour déterminer si des arrangements analogues ont cours aussi à New York. La délégation des Etats-Unis voudrait être assurée que cette pratique n'est pas généralisée dans tout le système, et souhaiterait un complément d'information sur les "échelons supplémentaires sur la base du mérite" et sur le nombre d'échelons de ce type qui ont été accordés.

53. Le paragraphe 229 traite du problème de la non mise en concurrence des fournisseurs. On peut y lire que l'Administration n'a pas été en mesure, pendant la vérification, de donner d'explication sur les 28% de commandes passées sans adjudication ni dérogation autorisée, et ce, "à cause du déménagement du Bureau". La délégation des Etats-Unis voudrait savoir quel rapport il peut y avoir entre le déménagement d'un bureau et l'absence de pièces justificatives pour plus d'un quart des marchés conclus. Elle voudrait aussi savoir quelles dispositions ont été prises à propos du trop-perçu par un

(M. Michalski, Etats-Unis)

fournisseur de fournitures de bureau et si une enquête a été effectuée à ce sujet pour déterminer s'il s'agit d'une exception ou d'une pratique courante.

54. 'Abordant les états financiers relatifs au Fonds de péréquation des impôts (A/47/5, vol. I, Tableau 3.2), M. Michalski relève dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1990-1991 que les Etats-Unis ont versé un montant de 90 592 786 dollars, qui est supérieur au total des dépenses dans cette colonne. Le solde du Fonds de péréquation des impôts dans la colonne "Etats-Unis" dépasse donc les 12 millions de dollars. Dans la colonne "Autres Etats Membres", on peut lire que les recettes effectives au titre des contributions du personnel inscrites au budget ordinaire pour l'exercice biennal 1990-1991 se montent à 256 millions de dollars environ. Or, les sommes portées au crédit de ces autres Etats Membres à ce titre ne totalisent que 231 millions de dollars, ce qui laisse un excédent de quelque 25 millions de dollars. Dans l'état de l'actif et du passif au 31 décembre 1991 (Tableau 3.2, II), on relève un excédent de 16,9 millions de dollars à la colonne "Autres Etats Membres". Pourquoi cet excédent est-il aussi important alors que les remboursements d'impôts à des ressortissants de pays autres que les Etats-Unis sont très peu nombreux. L'Organisation semble avoir conservé ces fonds sans raison particulière.

55. Toujours dans la colonne "Autres Etats Membres", en ce qui concerne la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, les recettes indiquées sont de 510 600 dollars, alors que les sommes portées au crédit de ces Etats au titre de cette mission s'élèvent à 2 088 777 dollars. La délégation des Etats-Unis souhaiterait savoir ce qui explique ce déséquilibre et si des déséquilibres pareils sont enregistrés pour les comptes d'autres opérations de maintien de la paix.

56. M. Michalski reconnaît que les problèmes qu'il pose sont assez techniques, mais il rappelle que sa délégation s'est déjà exprimée au Comité du programme et de la coordination sur la nécessité de bien comprendre la notion de contributions du personnel, la manière dont elle fonctionne et dont fonctionne le Fonds de péréquation des impôts. Dans l'état de l'actif et du passif (Tableau 3.2, II), dans la colonne "Total", un montant de 44 millions de dollars est indiqué comme étant à recevoir du Fonds général de l'ONU. Il faut en déduire que ce montant a été prêté au Fonds général par le Fonds de péréquation des impôts. Si le tableau en question est exact, sur le montant ainsi prêté, 28 millions de dollars ont été prêtés par les Etats-Unis et près de 17 millions de dollars par les autres Etats Membres. La délégation des Etats-Unis ne comprend pas les raisons de cet état de choses. Dans la mesure où les pays autres que les Etats-Unis ne prélèvent pas d'impôt sur le revenu sur les traitements versés par les Nations Unies, il n'y a aucune raison qu'il y ait un solde à leur compte au Fonds de péréquation des impôts.

57. Passant au rapport du Secrétaire général sur les mesures visant à faciliter la communication, par les fonctionnaires, d'informations concernant les cas de mauvais usage des ressources de l'Organisation, les contrôles internes relatifs au versement des indemnités et prestations et le recouvrement du trop-perçu au titre du remboursement de l'impôt sur le revenu (A/47/510), M. Michalski se dit déçu de la suite donnée par le Secrétaire général à la demande d'informations formulée par l'Assemblée générale à propos

(M. Michalski, Etats-Unis)

de la mise en oeuvre du système de communication à titre confidentiel. La délégation des Etats-Unis estime que ce système pourrait fonctionner selon des modalités protégeant les intérêts tant des plaignants que des fonctionnaires accusés de faire mauvais usage des ressources de l'Organisation. Elle espère que le Secrétaire général tiendra compte de ses préoccupations en élaborant sa proposition relative à la création d'un poste d'Inspecteur général. Le Secrétaire général affirme certes que les règles et règlement actuels sont adéquats, mais les lacunes et les possibilités d'abus subsistent.

58. A titre d'exemple, il est dit au paragraphe 20 du rapport du Secrétaire général que si les pièces présentées à l'appui d'une demande d'indemnité pour frais d'études ne sont pas soumises dans les délais prescrits, le montant de l'avance à ce titre est automatiquement déduit du traitement de l'intéressé. Or, au paragraphe 190 de leur rapport, les commissaires aux comptes signalent que de nombreux fonctionnaires ne présentent pas les pièces voulues. Le Groupe des indemnités et prestations n'exige pas pour autant qu'ils se conforment au règlement, pas plus qu'il n'interrompt le versement de leurs prestations. Il y a donc deux façons de percevoir la situation: l'Administration affirme que le règlement est appliqué et le commissaires aux comptes qu'il ne l'est pas. Les irrégularités sont peut être peu nombreuses, mais dans l'attente des résultats d'une vérification élargie, il n'y a aucun moyen de connaître l'ampleur réelle du phénomène. La délégation des Etats-Unis ne saurait accepter qu'un manque de fonds ou de personnel puisse dégrader l'Administration de l'obligation de rendre des comptes. Il semble s'agir plutôt d'un problème de priorités: en l'occurrence, on n'a pas alloué suffisamment de fonds au Groupe des indemnités et prestations pour s'assurer que les ressources de l'Organisation sont utilisées à bon escient. En ce qui concerne le recouvrement du trop-perçu au titre des remboursements de l'impôt sur le revenu, la délégation des Etats-Unis souhaiterait savoir dans quelle mesure le système actuel est efficace pour ce qui est de vérifier le montant effectif de l'impôt payé, et si les cas de fraude et de double déclaration sont encore possibles. Elle souhaiterait aussi savoir combien de fonctionnaires ont été licenciés à la suite de l'examen des déclarations d'impôt qui a débuté il y a sept ou huit ans et quel montant a été recouvré. Si ces renseignements ne peuvent pas être donnés à la Commission tout de suite, la délégation des Etats-Unis souhaiterait les avoir par écrit dès que possible.

59. M. ORR (Canada) explique que par "vérification préventive", il entend une vérification interne qui évalue les systèmes et pratiques de contrôle interne en vue de déceler les problèmes avant qu'ils ne dégénèrent, au lieu de n'intervenir, comme cela semble le cas actuellement, qu'après la découverte de graves problèmes par la direction ou par les vérificateurs externes. De l'avis de la délégation canadienne, la vérification interne doit être considérée comme faisant partie intégrante du système de responsabilité, et non comme un service de consultants en gestion.

60. M. KINCHEN (Royaume-Uni) dit que sa délégation apprécierait un complément d'information sur la vérification des explications données pour justifier les dépassements de crédits et les demandes de crédits supplémentaires. La logique voudrait qu'il y ait un lien entre le lieu où se trouvent les services du Secrétariat correspondant à tel ou tel chapitre du budget et l'ampleur des dépassements de coûts à ce chapitre. A titre

(M. Kinchen, Royaume-Uni)

d'exemple, les effets de l'inflation et des fluctuations monétaires devraient être à peu près les mêmes à Genève et à Vienne. Le schéma de ces dépassements est trop incohérent pour s'expliquer par les seuls facteurs simples indiqués par le Secrétaire. La délégation britannique invite donc ce dernier et le Comité des commissaires aux comptes à approfondir cette question de la vérification.

61. La délégation britannique a l'impression que le montant effectif des recettes dépasse systématiquement celui prévu au budget. La chose n'aurait pas grande importance si les prévisions de recettes et de dépenses étaient établies avec rigueur, sur la base du financement intégral conformément au règlement financier, et non assorties par la suite de propositions de suspension de l'application du règlement financier, afin que les excédents puissent être restitués aux Etats Membres. Or, dans les conditions où l'Organisation est contrainte de fonctionner, la quote-part effective des Etats Membres qui s'acquittent de leurs obligations risque d'être supérieure à ce qu'elle serait normalement, si les prévisions de recettes sont constamment sous-estimées, sans explication. M. Kinchen serait heureux de connaître l'avis de l'Administration sur ce point.

62. Enfin, la délégation britannique se pose des questions sur l'excédent des recettes sur les dépenses qui apparaît dans l'état financier XXV, intitulé "Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes". Les recettes au titre de l'appui aux programmes provenant des fonds de contributions volontaires sont déjà sensiblement inférieures au coût intégral de l'appui fourni à ces activités extrabudgétaires, ce qui a été jugé préoccupant. La délégation britannique voudrait savoir dans ces conditions comment s'explique le montant de 9,8 millions de dollars indiqué comme excédent des recettes sur les dépenses pour 1991.

63. M. AL-MAKTARI (Yémen) dit que les questions des délégation ont pour but non de critiquer le Secrétaire mais d'obtenir un complément d'information. Le Contrôleur par intérim a expliqué que le Secrétaire éprouve des difficultés à suivre les dépenses sur une base quotidienne. La délégation yéménite voudrait savoir combien de temps ces difficultés vont durer et quelles mesures sont prises pour parvenir à un tel contrôle. En ce qui concerne le recrutement d'experts et de consultants, elle demande jusqu'à quand l'Organisation va continuer de se reposer sur des compétences extérieures. L'ONU traverse une crise financière grave, qui pourrait être atténuée par la limitation de ce type de recrutement. M. Al-Maktari demande combien d'experts et de consultants sont actuellement sous contrat. En réponse à des questions sur l'absence d'appels d'offres, il a été rappelé que le Secrétaire général pouvait dans certains cas déroger à cette règle et on a cité, par exemple, l'achat de fournitures et de matériel à usage médical. La délégation yéménite souhaiterait que les règles applicables en la matière soient exposées clairement. Pour ce qui est de l'administration des biens, elle voudrait connaître la valeur des biens durables et non durables qui sont actuellement la propriété de l'Organisation.

64. M. PREMPEH (Président du Comité des commissaires aux comptes) dit que le Comité apprécie le soutien constant de la Commission et est encouragé par les réactions positives des délégations et leurs vues et suggestions constructives.

(M. Prempeh)

65. En ce qui concerne les questions relatives au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la délégation des Etats-Unis s'est demandée s'il était judicieux de verser 80 000 dollars à une personne qui ne rend aucun service, cas décrit au paragraphe 173 du rapport du Comité (A/47/5/Add.1). M. Prempeh confirme que ce cas particulier est unique et que le Comité n'a découvert aucun autre cas pareil. Toujours en réponse aux questions de la délégation des Etats-Unis, il note que le cas, relevé à Genève, des fonctionnaires percevant un traitement supérieur au niveau du poste qu'ils occupent est le seul que les commissaires aux comptes aient constaté au cours de la vérification des comptes.

66. A propos du Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan, le Comité a pris en considération les résultats de la vérification effectuée par la Division de la vérification interne des comptes et a examiné les mesures prises pour appliquer les recommandations de cette vérification. Lors de sa propre vérification, le Comité a jugé satisfaisants les progrès accomplis dans l'application desdites recommandations. Pour ce qui est des contributions en nature, le Comité n'a eu connaissance d'aucun détournement substantiel de recettes destinées à ces programmes, ce qui s'explique en partie, comme le Comité l'indique au paragraphe 100 de son rapport (A/47/5), par l'absence d'un véritable système de contrôle des stocks et le manque de pièces justificatives.

67. Le Comité des commissaires aux comptes souscrit pleinement aux vues exprimées par les représentants de l'Argentine, du Bangladesh, du Canada, de la Chine, des Etats-Unis, du Japon, du Pakistan, des Philippines, du Royaume-Uni, de la Suède, de l'Ukraine et de la Zambie sur la nécessité de prendre des mesures efficaces en vue d'améliorer l'administration des fonds confiés à l'Organisation par le renforcement des procédures et systèmes existants. Le Comité partage en particulier les préoccupations des délégations à propos des carences relevées dans les domaines de la gestion des programmes, de l'utilisation des ressources en personnel, de l'octroi des indemnités et prestations, de la vérification interne des comptes et de la gestion des achats et des biens.

68. Le Comité ne fait cependant pas sienne la proposition des Etats-Unis et du Japon tendant à reporter l'approbation du rapport sur les comptes de l'ONU pour l'exercice biennal 1990-1991 jusqu'à l'achèvement d'une vérification élargie portant sur ledit exercice. Le Comité s'estime satisfait de la portée de la vérification qu'il a effectuée et il a pu disposer de toutes les informations et consulter tous les documents dont il a eu besoin pour mener à bien son travail. Il a donc pu se faire une opinion sur les états financiers de l'Organisation. Le Comité estime qu'un réexamen des comptes de 1990-1991 ne s'impose pas et qu'il vaut mieux consacrer le programme de vérification du premier semestre de 1993 aux domaines qui préoccupent plus particulièrement l'Assemblée générale. Les résultats de ce travail peuvent faire l'objet d'un rapport spécial à la quarante-huitième session, comme prévu au paragraphe 7 de la résolution 46/183 de l'Assemblée.

69. Parlant au nom des pays nordiques, le représentant de la Suède a insisté sur l'importance du paragraphe 6 de la résolution 46/183 de l'Assemblée générale, dans lequel le Comité est invité à élargir la portée de ses

(M. Prempeh)

vérifications. Le Comité tient à cet égard à assurer à la Commission qu'outre la vérification des états financiers, il procède à un examen complet des documents et des systèmes pour s'assurer que les fonds sont dépensés avec tout le sens de l'économie, de l'efficacité et de la productivité nécessaire. Les résultats de cet examen figurent dans la partie II de son rapport, consacrée aux problèmes de gestion.

70. Les pays nordiques estiment que l'Organisation des Nations Unies, ou plutôt les vérificateurs externes du système des Nations Unies, devraient adopter les normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). M. Prempeh note à cet égard que le Comité des commissaires aux comptes doit mener ses vérifications conformément à l'article XII du règlement financier de l'ONU et à l'annexe audit règlement ainsi qu'aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont le Comité est membre. Le Groupe susmentionné se tient aussi au courant des directives internationales de vérification des comptes publiées par le Comité international des pratiques de vérification des comptes de la Fédération internationale d'experts-comptables (IFAC). En outre, à sa trente-troisième session ordinaire, en 1992, le Groupe a chargé son groupe technique d'examiner ses normes communes pour faire en sorte qu'elles soient tout à fait conformes aux normes adoptées par l'INTOSAI à son congrès de Washington, tenu la semaine du 19 octobre 1992.

71. Le Comité a pris note des préoccupations de la délégation canadienne et est heureux de signaler que, à la demande du Groupe de vérificateurs externes des comptes, le Comité administratif de coordination (CAC) a pris des mesures en vue d'élaborer un ensemble de normes comptables communes, qui seraient appliquées dans l'ensemble du système des Nations Unies. Un projet d'ensemble de normes a été présenté au Groupe pour examen à sa prochaine session, en novembre 1992. La version définitive doit être présentée par le Secrétaire général, au nom du CAC, à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

72. Etant donné les préoccupations exprimées par un certain nombre de délégations, M. Prempeh tient à clarifier le point de vue du Comité sur les unités de vérification interne au sein du système des Nations Unies. La fonction d'une telle unité est de fournir une évaluation indépendante au sein même de l'organisation considérée. Elle sert la direction de l'organisation en mesurant et évaluant l'efficacité des systèmes de contrôle interne. C'est à l'Administration qu'il incombe de gérer, et pour travailler effectivement, le Secrétaire général et les fonctionnaires de haut rang doivent pouvoir bénéficier des services d'une puissante unité de vérification interne des comptes. De l'avis du Comité, cette unité doit pouvoir faire rapport à l'Administration confidentiellement, afin que celle-ci prenne les mesures qui s'imposent. Il n'est pas judicieux que les rapports de l'unité de vérification interne soient communiqués à des bureaux autres que ceux de la direction. Le Comité prend acte de l'appui accordé par de nombreuses délégations à ses recommandations relatives au renforcement de la fonction de vérification interne des comptes.

(M. Prempeh)

73. L'une des attributions des vérificateurs externes est de faire rapport à l'Assemblée générale sur les contrôles internes, y compris la vérification interne des comptes. Le Comité continuera de faire rapport sur l'application de ses recommandations jusqu'à ce que la Division de la vérification interne des comptes fonctionne de manière satisfaisante.

74. Deux délégations ont prié le Comité de mettre à la disposition du CCQAB les conclusions qui figurent dans ses notes de gestion. Il est disposé à le faire si l'Assemblée générale le lui demande, mais il estime que cela risque de compliquer et retarder son travail. Pour le Comité, ces notes sont un élément du dialogue qu'il entretient avec les cadres supérieurs des organisations dans le but de confirmer des faits et d'aider les commissaires aux comptes à se prononcer sur les comptes qu'ils vérifient. Ces notes de gestion ne présenteraient aucun intérêt pratique pour le CCQAB, parce que ce qui y figure n'a pas été confirmé. Les rapports que le Comité présente à l'Assemblée sont la source d'information la plus fiable et celle qui contient ses avis mûrement réfléchis.

75. En ce qui concerne la proposition de la délégation japonaise tendant à suspendre le système de rapports biennaux, M. Prempeh fait remarquer que cette question fait l'objet du paragraphe 7 de la résolution 46/183 de l'Assemblée générale, où le Comité est invité à continuer de présenter, pour les organismes des Nations Unies dont il vérifie les comptes tous les deux ans, un rapport spécial durant la première année de chaque exercice biennal.

76. Selon le représentant du Royaume-Uni, parlant au nom de la Communauté européenne, Le Douze préféreraient que les rapports du Comité soient plus courts, afin que les questions soulevées puissent bénéficier de toute l'attention voulue. M. Prempeh tient à assurer à la Commission que les commissaires aux comptes prendront les mesures qui s'imposent pour condenser leur rapport autant qu'il est possible de le faire sans sacrifier la substance même des résultats des vérifications.

77. Le Comité tient à dire combien il apprécie le soutien constant de la Cinquième Commission et du Président et des membres du CCQAB. Le Comité examinera attentivement toutes les autres questions débattues à la Cinquième Commission qui visent à améliorer la responsabilité, le souci d'économie, l'efficacité et la productivité dans les opérations chaque jour plus vastes des organismes des Nations Unies.

78. Le PRÉSIDENT informe la Commission que, avec l'assentiment du Bureau, il a chargé M. Jorge Osella, Rapporteur de la Commission, de coordonner les consultations officielles sur le point 102.

La séance est levée à 18h35.